

François Bayrou, l'anti-Borgia



CHRONIQUE
Bertille Bayart

» Lire aussi **PAGES 6 ET 7**

François Bayrou se dit qu'il est probablement la bonne personne au bon endroit et au bon moment. Après des décennies dans le rôle du prophète de la catastrophe financière, Philippulus est à Mignon au moment où celle-ci menace de se matérialiser.

Mardi, le premier ministre a longuement exposé l'état calamiteux des finances publiques françaises. Rien de bien neuf du côté des chiffres : la dette culmine à 3300 milliards d'euros, le déficit budgétaire (5,4 % du PIB cette année) est une anomalie européenne, les dépenses – sociales, notamment – dérivent. Mais François Bayrou a livré son diagnostic avec des mots qu'à l'exception d'une petite phrase restée célèbre de François Fillon – « *je suis à la tête d'un État en faillite* » – peu de dirigeants politiques ont utilisé en responsabilité et en public. Il y va « *de la survie du pays* », a-t-il ainsi déclaré, « *de son indépendance, de sa liberté, de sa paix civile* ». Le « *surenclenchement* » de la France l'expose au risque d'un « *cercle vicieux, d'un piège dangereux potentiellement irréversible* » ; une formule répétée pour enfoncer le clou.

Alors qu'il est d'usage pour les membres d'un exécutif de banaliser l'exercice de la notation financière du pays par les agences, le premier ministre a mis en garde contre « *tout abaissement de la note* ». Vendredi dernier, Moody's nous a accordé un sursis. Pour combien de temps ? La prochaine sanction, quelle que soit l'agence qui se chargera de la basse besogne, nous fera changer de monde : la note française passera de la catégorie des « *doubles A* » à celle des « *simples A* ». « *Et là, c'est une tout autre histoire* », explique une source proche de l'exécutif. La charge de la dette, qui est en route pour atteindre 100 milliards d'euros en 2029, pourrait encore s'alourdir.

Un autre scénario, plus noir, n'est pas à exclure : celui de l'accident de marché. La première ministre britannique, Liz Truss, l'a vécu à l'automne 2022. Face à la défiance des marchés, elle a dû renoncer à la fois à son programme et à son poste. Et c'est la Banque d'Angleterre qui a nettoyé les dégâts. La semaine dernière, Donald Trump a connu lui aussi un « *moment Liz Truss* », avec un accès de panique sur le marché obligat-

re qui l'a contraint à décréter une pause dans l'escalade de sa guerre commerciale. Preuve qu'aucun pays, si puissant soit-il, n'est à l'abri. Preuve aussi que le chaos géopolitique actuel met les investisseurs à fleur de peau.

Les taux français à 10 ans tournent aujourd'hui autour de 3,4 %, soit un écart de plus de 80 points de base avec l'Allemagne. L'inflation est tombée à 0,8 %. Nous n'avons plus le choix : tant que le déficit n'aura pas été ramené sous la barre des 3 %, le « *seuil d'indépendance* », selon les mots de la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, la dette poursuivra sa course folle et la charge d'intérêts avec.

COQFD ? Le premier ministre a souhaité faire un exercice de pédagogie ; « *de persuasion civique* », rectifie un ministre. Du diagnostic partagé posé dans un contexte d'urgence devrait jaillir le compromis salvateur, veut croire l'exécutif. Dans la réalité, l'effet de souffle souhaité par le premier ministre n'a pas fait bouger d'un iota la plupart de ses interlocuteurs. Éric Coquerel (LFI) a assisté à une séance de « *propagande* » ; François Hommeril (CFC-CCG), à un « *discours pleurnichard* ». David Lisnard, le président LR de l'Association des maires de France, n'est pas venu, boycottant un « *exercice de communication* ». Marylise Léon (CFDT) a déploré une « *vision comptable* ». Sophie Binet (CGT) se demande ce qu'on attend pour taxer les riches.

Sans surprise, la méthode échoue à construire le consensus. Bis repetita. Le rapport de la Cour des comptes, commandé par le premier ministre pour être le socle du conclave sur les retraites, n'avait pas davantage fait bouger les positions des uns et des autres. L'objectivation par les chiffres n'est pas le fort de la démocratie et de la démocratie sociale françaises.

Après deux heures de présentation par le premier ministre et son gouvernement mardi, le déficit restait un problème de recettes à gauche, un problème de dépense à droite, et une « *gabegie* » au Rassemblement national. La construction du budget 2026 fait redouter une cure d'austérité aux syndicats de salariés, et une avoïnée d'impôts au patronat. D'un projet de loi de finances l'autre. Qu'est-ce qui change avec la méthode testée par François Bayrou, sinon que l'ouverture de la sai-

son du concours Lépine des mesures fiscales et d'économies a été avancée du 1^{er} octobre au 15 avril ? Le calendrier évolue, les circonstances s'aggravent, mais les idées restent : réforme de l'assurance-chômage, lutte contre la fraude, chasse aux niches fiscales, notamment sur l'emploi à domicile, réduction des indemnités journalières, coup de rabot sur les transports sanitaires et les aides aux entreprises, etc., etc.

Il faut « *resynchroniser* » le débat public avec les bouleversements du monde, dit-on au sommet de l'État. François Bayrou, s'accroche à sa méthode. Tout est concertation, tout est conclure : la négociation sur les retraites, mais aussi la réaction à la guerre commerciale – avec un Conseil des entreprises réuní lundi – et le budget – comité d'alerte. Il faut faire sortir le débat hors des murs de l'Assemblée nationale, cette autre forme de conclave devenu un monde à part, une « *dinguerie* », comme le décrit une source proche de l'exécutif. Le chaos du monde est à l'extérieur. À l'intérieur, ce qui compte, c'est le prochain congrès du PS, celui de LR, le procès de Marine Le Pen, l'héritage du macronisme, le flambeau de la gauche que se disputent les censeurs (LFI) et les non-censeurs (PS). Bref, ce qui compte, c'est 2027.

« *La vérité permet d'agir* », était-il écrit en grand mardi derrière l'estrade du comité d'alerte sur les finances publiques. C'est l'antidote du premier ministre sans majorité contre l'impus-sance. « *En situation d'incertitude, lorsque la légitimité du pouvoir est précaire et peut-être remise en cause à tout moment, celui qui n'agit pas peut être sûr que les changements auront lieu à son désavantage* », écrit Giuliano da Empoli dans *L'Heure des Prédicateurs*. L'auteur décrit notre époque comme celle de l'avènement de nouveaux Borgia. Pour eux, pour les Trump, les Poutine et autres Mohammed Ben Salman de notre temps, « *l'apogée du pouvoir ne coïncide pas tant avec l'action qu'avec l'action irréfléchie, la seule à même de produire l'effet de sidération sur lequel se fonde le pouvoir du prince* ». François Bayrou fait tout l'inverse. L'anti-Borgia de Mignon mûrit, prépare, patine ses décisions. Il ne s'adresse pas par l'action irréfléchie, mais par l'action sur-réfléchie. Il étire le temps. Mais peut-être est-ce le but : tenir, plutôt que d'agir. ■

Reconnaître aujourd'hui l'État de Palestine, c'est faire fi des morts du 7 Octobre

» Lire aussi **PAGE 8**

TRIBUNE COLLECTIVE

Emmanuel Macron a déclaré vouloir reconnaître l'État de Palestine au mois de juin. Cette décision ne prendrait pas en compte l'état actuel de la situation, c'est-à-dire la détention brutale d'otages par le Hamas ou encore la volonté de l'Iran de détruire Israël, déplorent Roger Karoutchi et une centaine d'autres sénateurs dans une lettre ouverte au président de la République.

Monsieur le président, Vous avez annoncé à des journalistes, dans un avion, votre volonté de reconnaître l'État de la Palestine au mois de juin. Personne ne peut, ne doit, évacuer la possibilité de création d'un État palestinien. Bien des tentatives ont eu lieu autour de la notion de deux États, Israël et la Palestine, dans les dernières décennies. Mais vous-même, et le Quai d'Orsay, avez clairement fait savoir ces derniers mois que les conditions n'étaient pas remplies pour cette reconnaissance.

Le massacre du 7 octobre 2023, dans son abomination – le plus grand pogrom contre les Juifs depuis la Seconde Guerre mondiale –, la détention brutale d'otages par le mouvement terroriste du Hamas, l'agression du Hezbollah contre le nord d'Israël, la volonté de l'Iran de détruire l'État d'Israël (à coups de centaines de missiles...) étaient, évidemment, des éléments forts rendant cette reconnaissance prématurée. La situation a-t-elle fondamentalement changé aujourd'hui ? Le Hamas continue d'utiliser la population de Gaza comme bouclier humain et refuse de rendre les armes. Pire, il prévient qu'il est prêt à organiser un deuxième 7 Octobre. En cela, il est le premier responsable des souffrances du peuple gazaoui, qui commence à se révolter contre ses oppresseurs.

Le Hezbollah continue de défier l'autorité du président Libanais Aoun et n'accepte pas de se dessaisir de ses armements. L'Iran refuse toute dénucléarisation militaire et continue d'appeler à la destruction de l'État d'Israël en soutenant ses proxys. Hamas, Hezbollah, houthistes, iran... rien n'a changé dans leur haine d'Israël, haine de l'Occident, volonté d'établir des régimes islamistes totalitaires.

Alors ? L'espoir peut-il venir de l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas ? Vous avez vous-même, comme votre ministre des Affaires étrangères,

affirmé que cette Autorité devait se réformer, se renouveler pour être plus crédible et plus légitime, afin d'être un partenaire fiable pour les négociations. Est-ce le cas ? Non, pas encore du moins, même s'il faut l'encourager à aller dans ce sens. Reconnaître aujourd'hui un État de Palestine, c'est plonger dans l'inconnu, sans savoir qui le dirigerait, avec quelles intentions, avec quelles garanties.

Israël et le monde arabe modéré nous regardent, nous attendent, nous espèrent, pour, ensemble, éradiquer les radicaux semeurs de mort et de haine, pour, ensemble, instaurer un climat de compréhension mutuelle, de solidarité, de paix

Reconnaître aujourd'hui l'État de Palestine c'est faire fi des morts du 7 Octobre, des otages, de la volonté réaffirmée de certains acteurs de détruire l'État d'Israël et d'éliminer tous les Juifs et tous les chrétiens du Proche-Orient. Cette reconnaissance sera certes saluée par le Hamas, le Hezbollah, l'Iran. Ce ne peut être un objectif.

Monsieur le président de la République, la France a une voix, une portée qui ne sont pas, dans cette partie du monde, celles de l'Espagne, qui, sous l'influence de l'extrême gauche, a reconnu l'État de Palestine. Israël et le monde arabe modéré nous regardent, nous attendent, nous espèrent, pour, ensemble, éradiquer les radicaux semeurs de mort et de haine, pour, ensemble, instaurer un climat de compréhension mutuelle, de solidarité, de paix. Alors, il sera temps de parler de la création d'un État de Palestine. ■

Roger Karoutchi, Mathieu Darnaud, Hervé Mar-seille, Cédric Perrin, Pascal Allizard, Jean-Michel Arnaud, Jean Bacci, Arnaud Bazin, Nadine Bellur, Catherine Belrhiti, Martine Berthet, Jean-Baptiste Blanc, Christine Bonfanti-Dossat, François Bonhomme, Gilbert Bouchet, Alexandra Borchio-Fontimp, Jean-Marc Boyer, Valérie Boyer, Max Brisson, Laurent Burgoa, Alain Cadec, Guislain Cambier, Christian Cambon, Agnès Canayer, Anne Châin-Larche, Patrick Chaize, Guillaume Chevrollet, Marie-Carole Ciuntu, Pierre Cuyppers, Marc-Philippe Daubresse, Marta De Cidrac, Jean-Marc Delia, Dominique De Legge, Chantal Deseyne, Catherine Di Folco, Brigitte Devesa, Sabine Drexler, Catherine Dumas, Éric Dumoulin, François Dumont, Laurent Duplomb, Dominique Estrosi-Sassone, Jacqueline Eustache-Brinio, Agnès Evren, Isabelle Florennes, Christophe André Frassa, Laurence Garnier, Béatrice Gosselin, Sylvie Goy-Chavent, Jacques Grossperrin, Pascale Grunty, Alain Houper, Corinne Imbert, Lauriane Josende, Elise Joseph, Muriel Jourda, Claude Kern, Christian Klingner, Florence Lassarra-de, Daniel Laurent, Ronan Le Gleut, Antoine Lefèvre, Henri Leroy, Stéphane Le Rudulier, Pierre-Antoine Levi, Jean-François Longuet, Vivette Lopez, Pascal Martin, Pauline Martin, Hervé Maurey, Franck Menonville, Damien Michallet, Brigitte Micoleau, Philippe Moullier, Laurence Muller-Bronn, Georges Naturel, Anne-Marie Nedelec, Sylviane Noël, Olivier Paccaud, Philippe Paul, Jean-Jacques Panunzi, Jean-Gérard Paumier, Clément Pernot, Stéphane Piednoir, Kristina Pluchet, Rémy Potte-treau, Frédérique Puissat, Jean-François Rabin, André Reichardt, Hervé Reynaud, Olivier Rietman, Hugues Saury, Stéphane Sautarel, Michel Savin, Elsa Schalck, Bruno Sido, Jean Sol, Laurent Soman, François Szpiner, Sylvie Valente-Le Hir, Anne Ventalon, Paul Vidal, Jean-Pierre Vogel.

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Eric Trapier
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Eric Trapier

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre-F),
Philippe Gélle (International),

Directeurs des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre-F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Yves Théard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports, Sciences, Culture,
Télévision).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Directeur, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression/L'imprimerie, 79, rue de Roissy
92390 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
sam. de 9h à 13h au 01 70 37 31 70, Fax : 01 55 56 70 11.

Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 € Club 500 € Semestre : 445 €
Week-end Prestige : 459 € Week-end : 389 €

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%
Ce journal est imprimé sur un papier 100% recyclé de l'Écologie européenne
sous le numéro FR 01/01/001. Eurotopographie : PPI 0,002 kg/tonne de papier.



Ce journal
se compose de :
Édition nationale
11 pages
1^{re} partie : 20 pages
Calvaire 2 Économie
6 pages
Calvaire 3 Le Figaro
et vous 10 pages
Calvaire 4 Gestion
de l'entreprise 6 pages